

SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU MARDI 21 FEVRIER 2017

PROCÈS – VERBAL

L'an deux mille dix-sept, le vingt et un février, à dix-huit heures trente,
Le conseil municipal de la commune d'Aiguillon s'est réuni en séance, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de monsieur Jean-François SAUVAUD, maire.

Étaient présents : MM. Jean-François SAUVAUD, Fabienne DE MACEDO, Sylvio GUINGAN, Brigitte LEVEUR, Fabienne DIOUF, Youssef SADIR, Jacqueline BEYRET TRESEGUET, Michel CADAYS, André CASTAGNOS, Christiane FAURE, Bernard COURET, Hélène AYMARD, Daniel GUIHARD, Pascal DESCLAUX, Marcia MACARIO DE OLIVEIRA, Patrick LE GRELLE, Vanessa CAMPOY MARTINEZ, Christian GIRARDI, Catherine LARRIEU, Patrick PIAZZON.

Étaient absents : M. Michel PEDURAND, Gabriel LASSERRE, Monique SASSI, Hajiba KAZAOUI, Catherine SAMANIEGO, Alain LACRAMPE MOINE, Nicole MOSCHION.

Pouvoirs de vote :

Mr Pedurand à Mr Guihard
Mr Lasserre à Mr le Maire
Mme Diouf à Mr Couret jusqu'au point 10.
Mme Sassi à Mr Cadays
Mme Kazaoui à Mme Leveur.
Mme Samaniego à Mme De Macedo
Mr Lacrampe Moine à Mr Girardi
Mme Moschion à Mr Piazzon

Madame Fabienne DE MACEDO a été élue secrétaire de séance.

Arrivée de Mme Diouf au point 10

Le Conseil Municipal adopte à l'unanimité le Procès-Verbal de la séance du 13 décembre 2017 après modification du point 9. Délibération de principe pour l'acquisition à titre gracieux d'une portion de la Parcelle Cadastree YB N°168 à la SCI Copains d'abord à la demande de Monsieur Girardi, qui estime qu'une phrase ambiguë pourrait laisser penser que l'assemblée a voté pour que la commune aménage une aire de stationnement.

Monsieur Piazzon indique que concernant ce même point une erreur matérielle s'est glissée dans le nombre d'abstention.

Détermination du montant de la participation 2016/2017 des communes de résidence aux frais de scolarité

Les écoles publiques d'Aiguillon, tant les deux écoles maternelles que l'école élémentaire, accueillent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune.

La commune d'Aiguillon est en droit de demander une participation aux communes de résidence de ces enfants pour les frais de scolarité correspondants. Les communes de résidence sont tenues de régler cette participation dans les cas de droit commun, c'est-à-dire si elles ne disposent pas d'école élémentaire, ou pas de structures d'accueil suffisantes ou adaptées permettant la scolarisation de tous les enfants.

La répartition des charges de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence de l'enfant. A défaut d'accord entre les communes intéressées, la contribution de chaque commune est fixée par le représentant de l'État dans le département après avis du conseil départemental de l'éducation nationale.

Pour le calcul de la contribution de la commune de résidence, il est tenu compte des ressources de cette commune, du nombre d'élèves de cette commune scolarisés dans la commune d'accueil et du coût moyen par élève calculé sur la base des dépenses de l'ensemble des écoles publiques de la commune d'accueil. Les dépenses à prendre en compte à ce titre sont les charges de fonctionnement, à l'exclusion de celles relatives aux activités périscolaires.

Ainsi, Aiguillon accueille pour l'année scolaire **2016/ 2017** :

- 7 enfants non-aiguillonnais en écoles maternelles (dont 4 sont recouvrables)
- et 26 enfants en élémentaire (dont 11 sont recouvrables).

En ce qui concerne la Classe d'intégration Scolaire (CLIS) de l'école élémentaire Marcel-Pagnol, elle accueille 11 enfants, dont 3 résidant hors d'Aiguillon. Ceci correspond au régime de droit commun (participation obligatoire des communes de résidence).

Monsieur le maire propose au conseil que ces participations soient fixées de la façon suivante :

Écoles maternelles	Montant
Total frais de fonctionnement 2016	229 110 €
Nb élèves total	166
Coût moyen/ élèves/ an	1 380 €

École élémentaire C.L.I.S.	Montant
Total frais de fonctionnement 2015	161 260 €
Nb élèves total	280
Coût moyen/ élèves/ an	576 €

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

FIXE les participations aux frais de scolarité dues par les communes de résidence, pour l'année scolaire 2016/ 2017, selon le détail suivant :

- écoles maternelles : 1 380 €/ enfant/ an
- école élémentaire/ CLIS : 576 €/ enfant/ an

DIT que le montant prévisionnel total de la participation facturée aux communes de résidence devrait s'élever à : 12 384 € pour l'année 2016/2017 ;

DIT que les crédits correspondants seront inscrits au BP 2017 en section de fonctionnement à l'article 70878,

MANDATE monsieur le maire pour solliciter les participations correspondantes aux communes concernées.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Demande de subvention MSA BP2017 Enfance service crèche – Projet Pédagogique

Dans le cadre du projet pédagogique de la crèche municipale, la Directrice et son équipe proposent chaque année, de nouvelles activités pour les enfants ; cette année, il est proposé le langage corporel avec un professeur de danse. Il y aurait dix séances qui se réaliseraient durant l'année 2017. Le montant prévisionnel total s'élève à 418,41 € TTC répartis comme suit :

- devis du Service Public d'Emploi Temporaire du Centre de gestion de fonction publique territoriale sur dix interventions à la crèche pour un montant de 418,41 € TTC

Le conseil municipal est appelé à solliciter des subventions aux différents partenaires financiers.

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

DÉCIDE de signer les devis concernant :

- Intervention d'un professeur de danse diplômé d'état pour neuf séances et une rencontre avec l'équipe, soit dix interventions à la crèche pour un montant de 418,41 € TTC

SOLLICITE pour financer ce projet l'attribution une demande de subvention auprès de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne au titre de la réalisation d'un projet en milieu rural

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total : 418,41 € TTC

Subvention MSA 47 400,00 € TTC

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2017 de la commune les crédits nécessaires correspondants,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Demande de subvention CAF – transports scolaire du mercredi – accueil périscolaire

Depuis le décret n°2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire avec un retour à la

semaine de 4,5 jours d'enseignement dans les établissements scolaires du premier degré, l'organisation de la semaine scolaire au sein des trois écoles de la commune a été modifiée. Ainsi dès septembre 2013, la commune d'Aiguillon a pris à sa charge le transport des enfants qui doivent être accueillis en accueil périscolaire le mercredi après-midi.

Le coût de ce transport est supporté uniquement par la commune d'Aiguillon : transport gratuit pour les familles.

Les Caisses d'allocations familiales ont signé pour la période 2013 à 2017 une convention d'objectifs et de gestion (Cog) avec l'Etat qui porte de fortes ambitions en termes de réduction des inégalités territoriales et sociales. Il s'agit de réduire les inégalités tant en ce qui concerne le niveau de service rendu que la nature des réponses mises en œuvre sur les territoires.

Pour soutenir et accompagner ses partenaires souhaitant s'engager dans cette ambition, la Caf du Lot et Garonne lance un appel à projets dans le cadre du fonds «publics et territoires».

La commune d'Aiguillon pourrait s'inscrire dans l'axe « Accompagner les problématiques territoriales » correspondant à la prise en charge des frais de transport Écoles – Accueil de loisirs sans hébergement qui incombent totalement à la charge de la Commune. Aussi, Il vous est proposé de solliciter une subvention auprès de la CAF

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré**

27 voix pour

0 voix contre

0 voix abstention

SOLLICITE une subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales d'Agen au titre de l'appel à projet « fonds publics et territoires » pour l'axe « Accompagner les problématiques territoriales »

ADOpte le plan de financement suivant :

Coût prévisionnel total : 1 309 € TTC

Subvention CAF Agen : 790 € TTC

Autofinancement : 519 € TTC

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2017 de la commune les crédits nécessaires correspondants,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Demande de subvention CAF MSA – menuiseries des écoles maternelles et accueil de loisirs sans hébergement

La mairie procède régulièrement à l'entretien et à la rénovation de ses écoles. En 2016, des nouvelles menuiseries ont été installées dans les classes des écoles maternelles.

Cette année, une partie des travaux de rénovation des menuiseries concerne les locaux des accueils périscolaires des écoles maternelles Marie Curie et Jean Jaurès pour un montant de 9 680 € HT.

La Caf 47 est susceptible de verser une aide financière (subvention ou prêt sans intérêt) aux communes au titre de l'amélioration et de la remise aux normes des équipements d'accueil du jeune enfant

Les taux d'intervention s'échelonnent entre 30% et 70 % selon le coût du projet et la nature de la demande.

Le conseil municipal est appelé à solliciter :

– une subvention dans le cadre de l'aide à l'investissement auprès de la CAF 47 à hauteur de 70%, soit un montant de 6 776 €

- une subvention dans le cadre de l'aide à l'investissement auprès de la MSA 47 à hauteur de 2 000€
- un autofinancement prévisionnel à hauteur 904 € HT.

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

27 voix pour
0 abstention
0 voix contre

DÉCIDE de solliciter deux demandes de subvention concernant une aide à l'investissement auprès de la Mutualité Sociale Agricole de Lot-et-Garonne pour un

montant de 2 000 € et auprès de la CAF pour un montant de 6 776 €.

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2017 de la commune les crédits nécessaires correspondants à la part restant à sa charge,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

*Publié le 22/02/17
Visa Préfecture le 23/02/17*

* * *

PERSONNEL

Mise en place du Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEP)

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment l'article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 87, 88 et 136,

Vu la loi n° 2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application de l'article 88 de la loi

n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2014-513 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

Vu l'arrêté ministériel du 03 juin 2015 pris pour application aux corps interministériels des attachés d'administration de l'État et l'arrêté ministériel des corps de référence des attachés de la Fonction Publique Territoriale du 17 décembre 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 19 mars 2015 pris pour application aux corps interministériels des secrétaires administratifs de l'administration de l'État et l'arrêté ministériel des corps de référence des rédacteurs de la Fonction Publique Territoriale du 17 décembre 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps interministériels des adjoints administratifs des administrations de l'État et l'arrêté ministériel des corps de référence des adjoints administratifs de la Fonction Publique Territoriale du 18 décembre 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des techniciens supérieurs du développement durable et l'arrêté ministériel des corps de référence des techniciens de la Fonction Publique Territoriale du 30 décembre 2015,

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps interministériels des adjoints techniques des administrations de l'État et dans l'attente de l'arrêté ministériel des corps de référence de la Fonction Publique Territoriale du 30 décembre 2015

Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris pour l'application de l'article 5 du décret n° 2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'état (primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP).

Vu l'avis du comité technique en date du 10 février 2017.

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'État est transposable à la fonction publique territoriale. Il se compose :

- ⇐ d'une indemnité liée aux fonctions, aux sujétions et à l'expertise (IFSE), qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire,
- ⇐ d'un complément indemnitaire tenant compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir (CIA), facultatif.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- ⇐ prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes,
- ⇐ susciter l'engagement des collaborateurs et encourager la contribution individuelle tout en préservant le fonctionnement collectif.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

I. Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, une telle indemnité a été instaurée pour les corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois de : attachés territoriaux, rédacteurs territoriaux, adjoints administratifs territoriaux, ingénieurs territoriaux, techniciens territoriaux, agents de maîtrise territoriaux, adjoints techniques territoriaux, adjoints d'animation territoriaux, ATSEM, éducateurs de jeunes enfants, infirmiers de soins généraux, agents sociaux territoriaux, assistants de conservation du patrimoine, adjoints territoriaux du patrimoine.

L'indemnité pourra être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents non titulaires de droit public (CDI).

II. L'IFSE (l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise)

L'IFSE est une indemnité liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

A) - Détermination des groupes de fonctions et des montants plafonds :

Les emplois sont classés au sein de différents groupes de fonctions au regard des critères professionnels suivants :

• Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception, notamment au regard :

- Nombre de collaborateurs,
- Type de collaborateurs encadrés
- Niveau d'encadrement
- Niveau de responsabilités liés aux missions
- Pilotage de projet
- Conduite de projet
- Tutorat
- Délégation de signature
- Organisation du travail des agents, gestion des plannings
- Préparation et/ou animation de réunion
- Conseil aux élus
- Coordination

- Polyvalence
- Disponibilité
- **Technicité, expertise ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions :**
 - Connaissances requises - Expertises
 - Technicité / niveau de difficulté
 - Champ d'application/polyvalence
 - Diplôme
 - Gestion des projets
 - Pratique et maîtrise d'un outil métier
 - Actualisation des connaissances.
- **Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :**
 - Relations externes/internes
 - Impact sur l'image de la collectivité
 - Risques d'agression physique et/ou verbale
 - Risques de blessures
 - Variabilité des horaires
 - Contraintes météorologiques
 - Obligations d'assister aux instances
 - Engagement de la responsabilité financière
 - Engagement de la responsabilité juridique
 - Acteur de prévention.

Le Maire propose de fixer les groupes et les montants maximums annuels de l'IFSE suivants :

Groupes	Fonctions Postes de la collectivité (à titre indicatif)	Montants annuels maximums de l'IFSE
CATEGORIE A		
Attachés – Ingénieurs – Infirmiers de soins généraux		
A 1	Directeur ou Directrice Général(e) des services	36 210,00 €
A 2	Directeur ou Directrice Adjoint(e) des services Responsable de plusieurs services	32 130,00 €
A 3	Responsable d'un ou de plusieurs services - Chef de service	25 500,00 €
A 4	Adjoint au responsable de service – Chargé de missions	20 400,00 €
CATEGORIE B		
REDACTEURS – ASSISTANTS DE CONSERVATION DU PATRIMOINE – EDUCATEURS DE JEUNES ENFANTS		
B 1	Responsable d'un ou plusieurs services avec encadrement intermédiaire	17 480,00 €
B 2	Adjoint au responsable de service ou encadrement d'un service	16 015,00 €
B 3	Responsable de service sans encadrement	14 650,00 €
CATEGORIE B - TECHNICIENS		
B 1	Responsable d'un ou plusieurs services avec encadrement intermédiaire	11 880,00 €
B 2	Adjoint au responsable de service ou encadrement d'un service	11 090,00 €
B 2 - Logement pour nécessité de service		6 880,00 €
B 3	Responsable de service sans encadrement	10 300,00 €
Fonctions Postes de la collectivité (à titre indicatif)		
Catégorie C		
Adjoint Administratifs - ATSEM - Adjoint Techniques – Agents de maîtrise - Adjoint d'animation – Agents sociaux		
C 1	Encadrement de proximité – Assistant – technicité importante	11 340,00 €
C 2	Pas d'encadrement – Exécution des missions	10 800,00 €

B) - Modulations individuelles :

L'IFSE peut varier selon le niveau de responsabilités, le niveau d'expertise ou les sujétions auxquelles les agents sont confrontés dans l'exercice de leurs missions.

Le montant individuel dépend du rattachement de l'emploi occupé par un agent à l'un des groupes fonctionnels définis ci-dessus.

C) - Réexamen :

Ce montant fait l'objet d'un réexamen au regard de l'expérience professionnelle:

- ⇐ en cas de changement de fonctions ou d'emploi,
- ⇐ en cas de changement de grade ou de cadre d'emplois à la suite d'une promotion, d'un avancement de grade ou de la nomination suite à la réussite d'un concours,
- ⇐ au moins tous les quatre ans en fonction de l'expérience acquise par l'agent.

D - Les modalités de versement :

Le montant de l'IFSE est proratisé en fonction du temps de travail.

La périodicité :

L'IFSE est versée mensuellement.

Les absences :

La prime est modulée, dans certaines situations de congés, comme suit :

- **En cas de maladie ordinaire :** les primes vont subir une baisse de leur montant dans la limite de 50 % maximum du montant perçu mensuellement par les agents titulaires ou stagiaires, selon les modalités suivantes.

Les primes concernées par cet abattement sont l'I.F.S.E et la prime spéciale de fonction de la police municipale.

Au delà de cinq jours ouvrés de maladie ordinaire sur une année glissante (sur les 365 derniers jours), un abattement de 5% par jour ouvré d'absence supplémentaire pour maladie ordinaire sera opéré sur 50 % du montant mensuel du régime indemnitaire de l'agent comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Nombre de jours ouvrés de maladie ordinaire sur les 365 derniers jours	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
Abattement opéré sur la moitié du montant du régime indemnitaire	5 %	10 %	15 %	20 %	25 %	30 %	35 %	40 %	45 %	50 %	55 %	60 %	65 %	70 %	75 %	80 %	85 %	90 %	95 %	100%

A chaque nouvel arrêt pour maladie ordinaire, tant que l'agent dépassera 25 jours ouvrés d'arrêt pour maladie sur l'année glissante, soit sur les 365 derniers jours, le montant de ses primes sera diminué de moitié.

- Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, paternité ou adoption, la prime sera maintenue intégralement.
- En cas de congé de longue maladie, longue durée et grave maladie : le versement de la prime est suspendu.

Toutefois concernant les congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, il sera fait application de l'article 2 du décret du 26 août 2010 qui permet à l'agent en congé de maladie ordinaire, et placé rétroactivement dans un de ces congés, de conserver la totalité des primes d'ores et déjà versées en application du même décret.

Exclusivité :

L'IFSE est exclusive de toutes autres indemnités liées aux fonctions, à l'exception des primes et indemnités légalement cumulables.

Attribution :

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté.

III. Le complément indemnitaire (CIA)

Le complément indemnitaire lié à l'engagement professionnel et à la manière de service de l'agent (C.I.A.) est facultatif et ne sera pas instauré.

IV. La transition entre l'ancien et le nouveau régime indemnitaire :

Le cumul avec d'autres régimes indemnitaires :

Selon l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 : « l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise et le complément indemnitaire annuel sont exclusifs de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir, à l'exception de celles énumérées par arrêté du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé du budget »

En revanche, le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement, etc.),
- Les dispositifs d'intéressement collectif,
- Les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA, etc.),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, etc.).

La garantie accordée aux agents :

En application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 et conformément à l'article 6 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 « lors de la première application des dispositions du présent décret, le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liés aux fonctions exercées ou au grade détenu et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel, est conservé au titre de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent ».

Les agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-dessus conserveront le montant indemnitaire qu'ils percevaient mensuellement avant la mise en place du RIFSEEP au titre de l'IFSE.

Ce maintien indemnitaire individuel perdure jusqu'à ce que l'agent change de fonctions. Cette garantie ne fait pas obstacle à une revalorisation du montant de l'IFSE perçu par l'intéressé.

Calendrier d'application :

La présente délibération prendra effet le 1er mars 2017. Toutefois à ce jour, tous les arrêtés ministériels des corps de référence de certains cadres d'emplois territoriaux ne sont pas parus alors même que ces derniers sont nécessaires pour l'application du dispositif dans la collectivité. Ainsi, la présente délibération ne sera appliquée, pour chaque cadre d'emplois, qu'à compter de la publication des arrêtés ministériels correspondants.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le Conseil municipal,
après en avoir délibéré,**

27 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

DÉCIDE à compter du 1er mars 2017 d'instaurer l'IFSA dans les conditions indiquées ci-dessus.

PREVOIT la possibilité du maintien, aux fonctionnaires concernés à titre individuel, de leur montant antérieur plus élevé en application de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

INDIQUE que les montants annuels maximum seront revalorisés automatiquement dans les limites fixées par les textes,

PRÉCISE que toutes les délibérations antérieures relatives aux régimes indemnitaires des personnels de la Mairie d'Aiguillon sont abrogées dès lors que l'ensemble des arrêtés ministériels des corps de référence des emplois territoriaux

DIT que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence et inscrits chaque année au budget

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Mise à jour et actualisation du tableau des effectifs suite à la mise en œuvre du PPCR au 1er janvier 2017

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application de l'article 4 de la loi n°84-53 susvisée,

Vu le protocole des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations et ses implications sur les différents cadres d'emplois de la Fonction publique Territoriale, et plus particulièrement sur les agents appartenant à la catégorie C,

CONSIDERANT la nécessité d'actualiser le tableau des effectifs de la collectivité à la date du 1er janvier 2017 afin de prendre en compte les modifications réglementaires imposées par la nouvelle architecture des cadres d'emplois de la Fonction publique territoriale et notamment les nouvelles dénominations,

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

27 voix pour

0 voix contre,

0 abstention,

ADOpte le tableau des effectifs actualisé, tel que présenté (voir annexe)

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tout document relatif à ce dossier.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe suite à reclassement professionnel pour inaptitude

Dans le cadre d'une procédure de reclassement pour inaptitude physique, un agent inapte à accomplir les fonctions liées au grade d'auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe doit être reclassé sur un grade d'adjoint d'animation principal de 2ème classe.

Ce reclassement se fait par voie de détachement pour une durée de 6 mois. A l'expiration de cette période , la situation de l'agent sera réexaminée par le comité médical qui statuera sur :

- une réintégration dans le grade d'origine,
- un renouvellement du détachement,
- une intégration dans le cadre d'emploi de détachement.

Aucun poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe n'est vacant.

Par conséquent, il est nécessaire de créer un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe. Il convient également de déclarer auprès du Centre Départemental de Gestion 47, la vacance d'emploi.

Monsieur le Maire propose aux membres du Conseil Municipal la création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à compter du 1er avril 2017, afin de respecter les délais de vacances d'emploi.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

*27 voix pour
0 voix contre,
0 abstention,*

AUTORISE la création d'un poste d'adjoint d'animation principal de 2ème classe à compter du 1er avril 2017

DIT que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans ces grades seront inscrits au budget primitif 2017 de la commune ;

CHARGE monsieur le maire d'effectuer les démarches administratives pour la création et le pourvoiement de cet emploi.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

Mise à disposition de personnels de la Mairie auprès du Syndicat Intercommunal de protection contre les crues dans la zone du Confluent

Les Mises à Disposition sont prononcées par arrêté de l'autorité territoriale, après avis de la Commission Administrative Paritaire, pour une durée ne pouvant être supérieure à trois ans et renouvelable par période n'excédant pas trois années.

Une convention est conclue entre l'organisme d'accueil et l'organisme d'origine indiquant les conditions de mise à disposition, notamment la nature et le niveau hiérarchique des fonctions confiées au fonctionnaire, ses conditions d'emploi. Elle prévoit également le remboursement de la rémunération et des charges sociales par l'organisme d'accueil (ou le cas échéant, l'exonération, partielle ou totale de ce remboursement).

Considérant, l'absence de moyens administratifs du syndicat intercommunal de protection contre les crues dont le siège est à la Mairie d'Aiguillon, Monsieur le Maire propose à l'assemblée de l'autoriser à signer une convention de mise à disposition (renouvellement) de deux adjoints administratifs de la Commune d'aiguillon auprès du Syndicat intercommunal de protection contre les crues dans la zone du Confluent, pour une durée de trois ans (3 ans) à compter du 1er janvier 2017. Il propose de ne pas réclamer au syndicat la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les charges sociales. (ci-joint projet de convention).

**Après en avoir délibéré,
Le conseil municipal,**

27 voix pour
0 voix contre,
0 abstention,

ACCEPTE la mise à disposition de deux agents administratifs du personnel communal auprès du Syndicat Intercommunal de protection contre les crues dans la zone du confluent à raison de deux heures par mois par agent,

DIT que cette mise à disposition prendra effet à compter du 1er janvier 2017 pour une durée de trois ans (3 ans),

PRÉCISE que la Commune ne réclamera pas le remboursement de la rémunération des agents mis à disposition ainsi que les charges sociales,

MANDATE Monsieur le maire pour faire appliquer cette décision et signer tout document relatif à ce dossier.

*Publié le 22/02/17
Visa Préfecture le 23/02/17*

* * *

Monsieur Cadays pense que ce détachement d'agents montre tout l'intérêt que le conseil municipal porte à cette petite structure qui sera à l'avenir modifiée, il remercie le conseil municipal de cette attention.

Monsieur Girardi demande qui à l'avenir devra gérer l'entretien de ces digues car il estime que cela fonctionne très bien à l'heure actuelle, Monsieur le Maire lui répond que c'est tout l'objet de la négociation et des discussions dans les prochains mois avec la Communauté de Communes qui devra décider comment elle va exercer la compétence GEMAPI.

Monsieur Cadays ajoute que le préfet dissout souvent les syndicats, celui-ci fonctionne avec des délégués des communes d'Aiguillon et de Nicole et les riverains concernés qui tiennent beaucoup à être informé et à participer.

Il ajoute qu'il est très important de faire prendre conscience aux riverains notamment à ceux qui arrivent de l'extérieur des risques et dangers que représentent les inondations.

Monsieur le Maire explique que les services de l'État envisagent la protection contre les crues dans le cadre du bassin de la Garonne, ils imaginent mettre en place des zones mieux protégées, mais si on monte une digue d'un côté on envoie l'eau ailleurs, à l'échelle du Confluent l'analyse est différente.

URBANISME

Acquisition amiable parcelles pour aménagement de la Voie « Lalanne » par la commune

Monsieur le maire propose à l'Assemblée d'acquérir à l'amiable une série de terrains afin d'aménager la voie « Lalanne ». Il précise que cet élargissement est inscrit au PLU comme une servitude dite d'emplacement réservé N°9.

Il indique que les parcelles cédées par les indivisions Suty et Bagau, Monsieur Michel Higonnenq et la SCI Cap Garonne seront par la suite intégrées au domaine public communal afin de procéder à l'aménagement de la Voie Lalanne.

Il précise que suite aux opérations de division et de bornage effectuées par la SARL Demeurs / Monthus, géomètres experts, la situation cadastrale est la suivante :

- Création de neufs parcelles issues de la nouvelle division des parcelles ZR N° 29, 30, 31, 40, 51, 52, 207 et 216 nouvellement cadastrées qui font objet de l'acquisition amiable par la commune aux différents propriétaires :

- x ZR 532 d'une contenance de 122 m²
- x ZR 533 d'une contenance de 24 m²
- x ZR 535 d'une contenance de 32 m²
- x ZR 537 d'une contenance de 44 m²
- x ZR 539 d'une ZR contenance de 84 m²
- x ZR 540 d'une contenance de 20 m²
- x ZR 542 d'une contenance de 3 m²
- x ZR 544 d'une contenance de 35 m²
- x ZR 546 d'une contenance de 1102 m²

soit une surface totale de : 1 466 m²

- Création de 8 parcelles issues des parcelles ZR N° 29, 30, 31, 40, 51, 52, 207 et 216 nouvellement cadastrées qui restent la propriété des vendeurs à savoir :
 - x ZR N°536 – indivision SUTY
 - x ZR N°534 – Higonnenq Michel
 - x ZR N° 541, 543, 545, 531 et 547 – CAP GARONNE
 - x ZR N° 538 Indivision BAGAU

Il indique que l'acquisition amiable sera effectuée sur la base de 1 €/m² pour les indivisions Suty et Bagau et Monsieur Michel Higonnenq et à l'euro symbolique pour les parcelles appartenant à la SCI Cap Garonne.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

CONSIDERANT la nécessité d'acquérir les parcelles concernées pour permettre l'aménagement de la voie Lalanne.

Monsieur le Maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

**Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré**

27 voix pour
0 voix contre
0 voix abstention

APPROUVE le principe d'acquisition amiable au bénéfice de la commune d'Aiguillon de morceaux de parcelles sises section ZR pour une contenance totale de 1 466 m².

INDIQUE que les parcelles cédées à la Commune par l'indivision SUTY, Monsieur Higonnenq Michel, la SCI CAP GARONNE et l'indivision BAGAU seront par la suite intégrée au domaine public communal,

AJOUTE que la commune d'Aiguillon prendra à sa charge les frais de géomètre et d'acte notarié associés,

DÉCIDE de fixer le prix d'achat à 1 €/m² pour les indivisions Suty et Bagau et Monsieur Michel Higonnenq et à l'euro symbolique pour les parcelles appartenant à la SCI Cap Garonne.

APPROUVE le principe de classement dans le domaine public de la portion,

CHARGE monsieur le maire de procéder aux formalités prévues à cet effet,

AUTORISE monsieur le maire à signer l'acte notarié à intervenir au nom de la Commune,

INDIQUE que les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de la Commune.

Publié le 22/02/01

Visa Préfecture le 23/02/17

BIENS COMMUNAUX

Association SOLINCITE – Avenant à la convention – Mise à disposition du gîte communal N°3

Lors de la séance du Conseil Municipal du 04 octobre 2016, la commune a accepté la mise à disposition des gîtes communaux « Le Vieux Moulin » N°4 – 5 – 6 au bénéfice de l'association SOLINCITÉ. Cette dernière a été autorisée à y loger 6 personnes maximum simultanément le temps nécessaire à l'obtention du statut de réfugiés.

L'association a sollicité la commune pour la mise à disposition d'un gîte supplémentaire ,le N°3 afin que les réfugiés puissent disposer d'un plus grand confort.

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer sur l'avenant N°1 joint à la présente délibération.

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal,

27 voix pour

0 voix contre

0 abstention

ACCEPTE la mise à disposition du Gîte Communal « Le Vieux Moulin » N°3 au bénéfice de l'association SOLINCITÉ.

VALIDE le modèle d'avenant à la convention joint en annexe.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

Monsieur Girardi demande si les migrants sont restés à Aiguillon, Monsieur le Maire lui indique que oui et précise que leurs dossiers avancent bien même si les démarches peuvent paraître longues. Il ajoute que l'encadrement se passe bien et souligne la forte implication des associations aiguiillonaises, une partie des migrants suit les entraînements de foot, deux jouent les matches ; un contact a été pris avec la société de Pêche pour qu'ils obtiennent des permis et l'ensemble des migrants suit des cours d'alphabétisation dispensés par l'association À Tout Dire ou par des particuliers qui se sont portés volontaires.

Certains font d'ailleurs des progrès très rapides dans l'acquisition de la langue française.

Les migrants se sont également portés volontaires pour faire de menus travaux de jardinage au camping en collaboration avec le service des espaces verts de la commune ; un pique nique des plus convivial a clôturé ces activités.

Madame Larrieu demande quel âge ont les migrants présents à Aiguillon, Monsieur le Maire lui indique

qu'ils ont entre 18 et 30 ans. Il insiste sur le rôle déterminant de l'association SOLINCITÉ et de Monsieur Joseph EL WASELA qui est soudanais d'origine et qui a connu le même parcours qu'eux dans la réussite de leur intégration.

Bilan des Cessions Acquisitions 2016

L'article 11 de la loi du 8 février 1995 prévoit que les collectivités territoriales doivent délibérer tous les ans sur le bilan de leurs acquisitions et cessions immobilières. Ce bilan est annexé au compte administratif de la collectivité.

Pour les communes, ce bilan porte sur les acquisitions et cessions effectuées par la collectivité elle-même ou par toute personne publique ou privée agissant sur le territoire de la collectivité dans le cadre d'une convention conclue avec elle.

Monsieur le maire donne le détail des cessions et acquisitions immobilières pour l'année 2016 rappelées dans l'état annexé à la présente délibération.

Monsieur le maire demande à l'Assemblée de bien vouloir délibérer.

Le conseil municipal,

PREND ACTE de la politique suivie par la commune en 2016 conformément à l'état des acquisitions et des cessions au titre de 2016 joint en annexe.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * *

MARCHES PUBLICS

Restauration des pavillons du Château – attribution du marché – accord cadre avec marché subséquent – Restauration de l'enveloppe extérieure des pavillons du Château d'Aiguillon

En 2016, la commune a pu bénéficier d'un fond exceptionnel de soutien à l'investissement public local destiné à accompagner la revitalisation des bourgs-centre.

Cette aide représente une réelle opportunité de mettre en place des actions structurantes répondant à des besoins essentiels pour la Commune, mais aussi pour la Communauté de communes dont elle est le moteur.

En effet, en tant que ville-centre, Aiguillon doit répondre aux besoins et problématiques des grandes collectivités en termes de services, d'infrastructures et de qualité de vie. Il est vrai qu'elle dispose de nombreux atouts, articulés autour de son patrimoine remarquable et de son positionnement au cœur du bassin de vie, au carrefour de diverses voies de communication.

Consciente de cet enjeu, la Commune n'a cessé depuis de nombreuses années de travailler dans tous les domaines à l'arrêt de cette dévitalisation et à la préservation de la place motrice de la Ville, à la hauteur des attentes légitimes des administrés en terme de qualité de cadre de vie, tout en respectant les limites imposées par les moyens financiers désormais très contraints.

Grâce au fond de soutien, la commune a décidé de réhabiliter le riche patrimoine immobilier du XVIIIème siècle qui dès l'origine était destiné au logement et dont elle est propriétaire. Ces bâtiments inscrits à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques sont aujourd'hui très dégradés (en particulier le pavillon Nord).

Dans ce cadre une consultation en procédure adaptée en vertu de l'ordonnance N°2015-899 et du décret du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics a été lancée en octobre 2016 portant. La forme du marché retenue est celle de l'accord cadre

avec marché subséquent : le diagnostic établi par le bureau d'études sera ainsi suivi d'une mission de maîtrise d'œuvre pour les travaux de restauration est un marché

La mission diagnostic porte sur l'ensemble des édifices et comprend :

- un état sanitaire des extérieurs et des intérieurs : structures porteuses en général, façades, toitures, charpentes, planchers, menuiseries, escaliers, sols.
- une couverture photographique,
- une étude documentaire sur l'évolution des constructions et sur les évolutions des deux pavillons du château,
- les relevés des façades et des intérieurs,
- une étude plus précise permettant d'identifier les désordres et dégradations que présentent les menuiseries.

- Le diagnostic des installations électriques de l'édifice.

- L'ensemble de l'étude diagnostic devra faire ressortir les éléments suivants :
 - Une proposition de phasage des travaux en tranche
 - Une estimation sommaire des travaux à réaliser
 - Le projet de réhabilitation / restauration des menuiseries devant être en phase avec la future réutilisation des locaux en logements pour les étages et en locaux d'accueil ou commerciaux pour les rez de chaussées.

La maîtrise d'œuvre sera confiée au même bureau d'études que celui qui a réalisé le diagnostic après validation par le maître d'ouvrage en concertation avec la direction régionale des affaires culturelles du diagnostic . Elle comprend les missions de base prévue pour une maîtrise d'œuvre dans le cadre de travaux de restauration (Avant Projet Sommaire, Avant projet détaillé, dépôt du permis de construire, Réalisation du dossier de consultation des entreprises, analyse des offres , suivi du chantier jusqu'à réception) .

Pour cette partie, il a été demandé aux candidats de répondre sur la base des hypothèses ci-dessous :

	1 tranche ferme et une tranche optionnelle	1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles
Montant des travaux compris entre 750 001 € HT et 800 000 € HT		
Montant des travaux compris entre 800 001 € HT et 900 000 € HT		
Montant des travaux compris entre 900 001 € HT et 1 000 000 € HT		

Six bureaux d'études ont fait acte de candidature, les trois candidats les mieux disant ont été auditionnés . A l'issue de l'analyse des offres , et après audition, le conseil municipal est appelé à retenir le lauréat du marché, le groupement conjoint solidaire désigné ci-après :

Le Contractant : Karine CARMENTRAN Architecte DPLG (Agen)

1er Cotraitant : Société METEOR (Agen)

2ème Cotraitant : Société SETERSO (Agen)

3ème Cotraitant : Société INGENIERIE 47 (Agen)

4ème Cotraitant : Société AC2I (Agen)

5ème Cotraitant : Société BETIKO (Bayonne)

Madame Fanny Besse , architecte du Patrimoine interviendra dans la mission en tant que sous- traitant.

L'offre pour le diagnostic s'élève à **20 850 € HT et 25 020 € TTC**

L'offre pour la mission de maîtrise d'œuvre s'établit comme suit :

	1 tranche ferme et une tranche optionnelle	1 tranche ferme et 2 tranches optionnelles
Montant des travaux compris entre 750 001 € HT et 800 000 € HT	8,00%	8,50%
Montant des travaux compris entre 800 001 € HT et 900 000 € HT	7,50%	8,00%
Montant des travaux compris entre 900 001 € HT et 1 000 000 € HT	7,00%	7,50%

Il était proposé en variante la mission Ordonnancement , pilotage et Coordination, qui n'est pas retenue au stade la mission diagnostic. En fonction de l'évolution de l'étude et selon la complexité de la réalisation des travaux, la mission OPC pourra faire l'objet d'un avenant au présent marché pour un montant de 1% supplémentaire quel que soit le taux de maîtrise d'œuvre de base.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré,

27 voix pour
0 voix contre
0 abstention

DECIDE de retenir l'offre du groupement Carmentran

Détail de l'offre	Montant honoraires
Analyse des documents d'archives	5 250,00 €
Etat des lieux - diagnostic	5 450,00 €
Documents graphiques et photographiques – relevés plans	3 850,00 €
Programme de travaux ou d'interventions de l'état projeté comportant l'estimation des coûts et détails	6 300,00 €
Montant total HT	20 850,00 €
Montant total TTC	25 020,00 €

APPROUVE la signature par monsieur le maire de l'accord cadre avec marché subséquent au groupement Carmentran Karine

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à cette affaire.

Publié le 22/02/17
Visa Préfecture le 23/02/17

FINANCES COMPTABILITÉ

Bilan annuel sur l'exercice du droit à la formation des élus en 2016

Vu l'article L.2123.12 du CGCT relatif à l'exercice des fonctions d'élu local,
Vu la délibération de la ville d'Aiguillon n°2015-157 en date du 22 octobre 2014 déterminant les orientations de la formation des élus locaux pour le mandat 2014-2020 et les crédits ouverts à ce titre ;
Vu les crédits budgétaires ouverts pour l'exercice 2016 sur le budget principal de la Commune,
le conseil municipal est appelé à débattre sur les actions de formation des élus locaux suivies en 2016 financées par la collectivité, et de les recenser dans un tableau annexé au compte administratif.

Pour l'année 2016, les formations individuelles suivies par les conseillers municipaux sont recensées dans le tableau récapitulatif annexé à la présente délibération. Elles ont porté sur le thème suivant : l'expression orale en public, pour un montant total de dépenses de 1.217,27 €.

Pour 2017, la collectivité entend continuer à privilégier les formations individuelles pour les élus qui le souhaitent. Chaque élu pourra ainsi choisir les formations correspondant à ses besoins et domaines de compétence.

Le conseil municipal est appelé à délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

PREND NOTE du bilan de formation des élus pour l'année 2016 ;

APPROUVE les orientations données à la formation des élus de la collectivité, telles que présentées ci-dessus.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

* * * *

Débat d'orientations budgétaires 2017

En vertu de l'article L.2312 – 1 du Code Général des Collectivités Territoriales monsieur le maire propose à l'assemblée de tenir le débat sur les orientations budgétaires (DOB) préalable au vote des budgets primitifs 2017 de la Commune et des services annexes de l'eau et de l'assainissement.

L'article L.2312-1 du CCGT a été modifié par l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Désormais, la délibération prend non seulement acte de la tenue du DOB mais fait également l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

Monsieur le maire présente à cet effet le rapport d'orientation budgétaire destiné à éclairer le vote des élus à permettre à l'exécutif de tenir compte des discussions afin d'élaborer des propositions pour l'élaboration des budgets.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après avoir entendu cet exposé,
le conseil municipal,**

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L2312-1,

PREND ACTE de la tenue du débat d'orientation budgétaire pour l'exercice 2017.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

Monsieur le Maire présente un rapport à l'assemblée afin de rappeler le contexte local et présenter le projet de la municipalité en matière d'orientations budgétaires pour le BP2017.

Section Fonctionnement :

La section de fonctionnement comprend les dépenses nécessaires au fonctionnement de la collectivité notamment les charges à caractère général, de personnel, de gestion courante, intérêts de la dette, dotations aux amortissements, provisions.

Elle comprend également les recettes que la collectivité peut percevoir notamment de prestations de services, des dotations de l'État, des impôts et taxes, le produit des quatre grands impôts directs locaux et la dotation globale de fonctionnement (DGF).

Les dépenses de fonctionnement de gestion (réelles) ont évolué de +0.39% sur la période 2014-2016.

Les charges à caractère général représentant en 2016, 22% (en 2015, 23.6%) du total de dépenses de gestion et évoluent à la baisse soit -8% sur la même période, traduction de l'effort continu pour maîtriser nos dépenses (- 84 000 €)

En 2016, ce chapitre s'élève à 959 623 € comprend les dépenses suivantes:

- Les fluides (Eau/Energies/carburants/combustibles) pour 25%
- Les fournitures nécessaires au fonctionnement des services, réparations et entretiens des bâtiments, de la voirie, alimentation, ... pour 33 % en 2016
- Les prestations de services (Maintenance et travaux confiées aux entreprises pour l'entretien et la réparation des bien mobiliers/immobiliers/voirie) pour 25 %
- Les assurances et contributions obligatoires (dont impôt) pour 11%
- Les services extérieurs (publication /communication/honoraires) pour 6%

Les dépenses de personnel progressent de 1.9% (+51 k€) sur la période 2014-2016. (Pour mémoire, en 2014 intégration des agents de la crèche.).Ce poste de dépenses s'élève en 2016 à 2.6 millions €.

Les charges de gestion courantes recouvrent principalement les indemnités des élus, les subventions versées aux associations et les contributions obligatoires (Sdis, Sdee47 ; chenil départemental...). On constate une progression de 11% sur la période 2014-2016 (+ 61 k€). Cette progression s'explique par le basculement des dépenses d'éclairage public (consommation et travaux) en contribution obligatoire au Sdee 47 depuis le transfert de compétences.

Ce poste de dépenses représente en 2016, 591 702 € soit 13.5% des dépenses de gestion.

Les recettes de fonctionnement baissent de 4% sur la période 2014-2016.

Concernant les recettes fiscales, le chapitre 73, impôts et taxes stagnent sur la période 2014-2016 ; -0.7%. Ce résultat n'est pas représentatif de la dynamique de notre fiscalité. Certes, les bases de la cotisation foncière des entreprises baisse sur la période – 2.6 % mais les bases de la fiscalité ménage progressent chaque année : la taxe d'habitation :+ 3% en 2016 , le foncier bâti :+ 7% en 2016 et le foncier non bâti : +1.6% en 2016 alors que les taux communaux sont restés inchangés.

Le produit fiscal s'élève à 2 367 026 € en 2016 contre 2 266 833 € en 2014 soit +4%.

La stabilisation du produit fiscal sur la période de référence provient de la recette complémentaire liée à des rôles supplémentaires versés par l'administration fiscale après régularisation de comptes d'attente enregistrée en 2014 : +102 000 €.

Les autres recettes de ce chapitre sont stables (Imposition forfaitaire sur les réseaux, droits de place, taxe additionnelle aux droits de mutation, FPIC..)
Ce poste représente 54% des recettes.

une forte baisse (-58%) est enregistrée sur les produits du domaines, elle ne tient qu'à l'arrêt de la refacturation auprès du budget annexe de la crèche, des frais de personnel considérant l'intégration de ce budget dans le budget principal (refacturation de la crèche qui représentait en 2015, 352 000 €)
Les recettes liées aux services tels que la restauration scolaire, la cantine, l'accueil de loisirs et la crèche, composantes essentielles de ce chapitre de recettes sont stables voire en légère progression (+2.5%)
Ce poste représente 5% de nos recettes.

Les subventions, dotations et participations ont progressé de 7.5% sur 2014-2016.
En effet, en 2016 il faut noter l'introduction dans ce chapitre des recettes liées aux prestations de service de la CAF et de la MSA à hauteur 182 000 € (intégration du budget crèche)
La baisse de la dotation forfaitaire (-176 000€ sur la période 2014-2016), principale dotation de l'état à été compensée pour partie par les dotations de compensation qui ont progressé de 85 000 €.
Au total, les dotations baissent de 91 000 € entre 2014 et 2016.
Ce poste représente 36% de nos recettes.

Les orientations budgétaires pour 2017

Les dépenses réelles de fonctionnement de BP 2016 à BP 2017 pour la section de fonctionnement devraient évoluer à la baisse de 3 %.

En prévision, les charges à caractère général baissent pour la deuxième année consécutive à hauteur de -3%. Les recherches d'économie sur les différents marchés et contrats conjuguées à la rigueur de gestion des services se poursuivent cette année.

Les charges de personnel sont stables BP 2016 à BP 2017 (+0.2%). L'économie réalisée sur le contrat d'assurance statutaire couvre la hausse liée au reclassement des agents dans le cadre du nouveau Parcours Professionnel de Carrière et de Rémunérations.

Les autres dépenses de gestion courante devraient baisser à hauteur de 5%. L'ensemble des dépenses de ce chapitre sont stables.

Les recettes de fonctionnement de BP 2016 à BP 2017 pour la section de fonctionnement devraient baisser de 1%. Cette baisse est liée aux dotations versées par l'Etat.

Les produits du service et des domaines qui comprennent essentiellement les facturations des services crèche, restauration scolaire, périscolaires, droits d'occupation du domaine public, concessions funéraires... resteront stables par rapport en 2016.

Les recettes liées aux impôts et taxes progressent sous l'effet de la hausse de la valeur locative votée dans la loi de finances 2017 : +0.4%. Les autres taxes (Cotisation sur la valeur ajoutée, Taxe sur les surfaces commerciales...) devraient rester stables.

La majorité municipale poursuit ses choix de maintenir des taux de la fiscalité directe stables.

Les dotations et participations devraient être en baisse de 4%. Cela s'explique principalement par la baisse des dotations estimées à hauteur de 92 000 € (toutes dotations de l'état confondues).

Les autres recettes liées à l'activité de la crèche (versement CAF et MSA) devraient être stables.

Section d'investissement :

Les dépenses d'investissement s'établiront à hauteur de 3 millions d'euros en dépenses en tenant compte des restes à réaliser.

Le financement des projets d'investissement est prévu comme suit :

- FCTVA : 32 808 €
- Taxe d'aménagement déterminé en fonction des constructions nouvelles.

Des demandes de subventions vont être déposées :

- Aménagement de la place du 14 juillet (FSIPL) à hauteur de 773 480 €.

Nous déposerons des demandes de subvention (non inscrites dans le budget) :

- auprès du Fonds National de l'Archéologie Préventive pour financer une partie des fouilles
- au titre de la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux pour la place du 14 juillet
- auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour l'étude des pavillons du château
- au titre de la dotation de soutien à l'investissement public local pour la sécurisation (menuiseries) des écoles
- auprès de l'Agence de l'Eau pour le zérophyto

Autres recettes

- Autofinancement prévisionnel à hauteur de 641 000 €
- Excédent de fonctionnement capitalisé (couverture du besoin de financement de l'investissement) pour 651 000 €
- L'emprunt :
 - pour partie pour financer la TVA - prêt relais dans l'attente de percevoir le FCTVA à hauteur de 210 000 € - le montant final dépendra du niveau de réalisation des travaux.
 - pour partie pour financer les travaux d'investissement à hauteur de 873 000 €. Ce montant correspond d'abord à un emprunt dit « d'équilibre », sa réalisation en 2017 dépendra de l'avancement des travaux et du montant des subventions obtenues (non inscrites dans le budget).

L'emprunt devrait être souscrit pour une durée de 25 à 30 ans.

Pour les trois années à venir, l'investissement sera consacré principalement à la rénovation du centre bourg : places et pavillons.

Monsieur le Maire laisse la parole aux élus, Monsieur Guingan souhaite apporter au débat la contribution du groupe Front de Gauche du conseil municipal en présentant le texte suivant :

"Ce débat des orientations budgétaires nous invite à nous mobiliser pour permettre à notre commune d'être toujours mieux au service de tous ses habitants qui aspirent à travailler, à se former, à se déplacer et à vivre ensemble dans de meilleures conditions.

Il est précisé dans la présentation du rapport qu'il règne une certaine incertitude quant à l'évolution des relations financières entre l'Etat et les collectivités territoriales.

La baisse de dotations d'Etat engagées depuis 2014 se poursuit en 2017, même s'il est prévu un allègement de l'effort demandé aux communes.

Comme les années précédentes, pour le moins depuis notre prise de fonction, la préparation du budget 2017 se fait encore dans un contexte d'austérité.

Cette rigueur austéritaire, relayée nationalement par le gouvernement, est imposée par L'Union Européenne, par les marchés financiers, par les grands groupes plus préoccupés de récupérer des pans entiers de services publics qui sont privatisés, contraints et forcés.

Vous relevez dans votre présentation, ce que l'on appelle la contribution des collectivités territoriales « au

redressement des comptes publics » à hauteur de 2,63 milliards soit 27% de l'effort pour 2017. Les plus impactés par ce redressement étant les structures de proximité : départements et les communes, alors qu'elles représentent très peu dans l'endettement public.

La décision de réduire de plus de 10 milliards d'euros les dotations de l'Etat aux collectivités entre 2015 et 2017 plonge la plupart d'entre elles dans des situations économiques inextricables.

Comme les autres, Aiguillon est impacté, même si les dotations de compensation atténuent les dégâts. Bien entendu, nous partageons la volonté d'être économes des deniers de nos concitoyens. Notre règle veut que chaque euro engagé pour la dépense publique soit indispensable et socialement performant.

Des centaines de millions d'aides et de subventions sont accordées chaque année et sans contrôle des dépenses aux dirigeants des entreprises qui bénéficient de dividendes substantiels pour satisfaire ces objectifs.

Les résultats positifs ne sont pas au rendez vous. En restituant une partie de cette manne énorme aux communes, que se passerait-il ? L'argent ne sera pas joué en Bourse, il n'assurera pas artificiellement des marges pour garantir des dividendes à des actionnaires déjà bien pourvus.

Les milliards d'euros attribués sous contrôle aux communes permettront la construction et l'entretien d'écoles, de crèches, de piscines, de stades, de centres culturels, de zones d'activités commerciales ou industrielles... comme sur notre commune, qui elles aussi en aurait bougrement besoin pour ses nombreux jeunes, sportifs et autres, qui pratiquent des activités toute l'année, avec le dévouement de bénévoles qui ne comptent pas leur temps.

Et à plus forte raison, les collectivités territoriales sont les premiers clients des entreprises de travaux publics, qui faute de moyens ont réduit leurs commandes, entraînant la perte de 12 000 emplois en 2015, et 8 000 (prévisions) en 2016 (source : Fédération nationale des travaux publics). Des dégâts qui pourraient être évités, avec de la volonté politique, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui.

Les communes sont en capacité d'être des bases nouvelles et efficaces de la relance.

Le CICE, qui est une véritable pompe à fric de la finance repose sur une illusion : donner des marges aux entreprises (20 milliards d'€ par an) pour que l'investissement et l'emploi repartent. En France, près de deux millions d'entreprises ont bénéficié du CICE depuis que nous sommes élus, et elles ont engrangé 26 milliards d'€ de crédit d'impôt.

En seulement deux ans d'existence, c'est à dire au 31 décembre 2014, 48 000 entreprises de Nouvelle Aquitaine ont bénéficié du CICE pour un montant total de 249 millions. Si l'on ne compte que les entreprises de Lot et Garonne, elles étaient 4633 à en bénéficier pour 23 millions d'euros.

Pour quels résultats en termes d'investissements et d'emplois ? De novembre 2015 à novembre 2016, en France, le nombre d'inscrits à Pôle emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégorie A, B, C) était de 496 947. C'est 1,1% de plus en un an !

En Lot et Garonne, ils étaient 28 392, ils sont passés à 28 722, soit + 1,2% !

Le CICE n'a pas inversé la courbe du chômage, idem pour l'investissement productif et la croissance.

En bref, plus on donne d'argent public et moins on a d'emplois et de croissance !

En fait, toutes ces aides publiques à l'allègement de « charges » des entreprises sont siphonnées par les donneurs d'ordre et la finance.

Autre indice révélateur : celui du CAC 40. Déjà 56 milliards à mi-parcours de leur publication, s'annoncent exceptionnels. Tout cela témoigne d'une déconnexion avec le monde réel.

Toujours dans le registre économique, on apprend que le groupe FAYAT, groupe bordelais du BTP, celui qui a liquidé dernièrement les emplois à Aiguillon en fermant sa structure, la CICB, a racheté DYNAPAC et ses 1265 salariés, qui a réalisé 310 millions de Chiffre d'affaires en 2016. Aujourd'hui, le groupe FAYAT c'est 3,5 milliards de chiffre d'affaires en 2016, 19 000 salariés dont 700 en Aquitaine, n'a pas eu pitié des 16 emplois aiguillonnais.

Puisque nous sommes dans les « bonnes nouvelles », huit milliardaires dans le monde sont officiellement plus riches que 3,5 milliards d'être humains (la moitié de la planète. Source l'Ong OXFAM)

En France, 10% des plus fortunés possèdent la moitié du patrimoine total qui, un jour, sera légué aux héritiers de ce qu'on nommait jadis « la bourgeoisie ». Et pendant ce temps-là ? On parle de revenu universel...

Au niveau local, les travaux du centre bourg vont créer de l'activité, certes, mais au détriment d'un manque

dans nos autres priorités.

Nous renouvelons ce que nous avons déclaré lors du DOB de 2016. Nous regrettons qu'une politique audacieuse du logement social ne soit pas engagée, avec un écoquartier notamment.

Une grande opération de réhabilitation/rénovation du quartier du Lot, liant ainsi le « bas » (sans être péjoratif) de la ville avec le centre bourg, permettant de redonner de la valeur à ce quartier avec un maillage humain et de mixité, d'ouverture et du bien vivre ensemble.

En même temps, nous partageons le fait que la réfection nord du Château, qui en a bien besoin, verra la création de logements sociaux avec Habitatlys, et d'autres services, en redonnant des « couleurs » à ce bâtiment historique.

La réfection des Places du centre bourg, engagée lors du précédent mandat (-nous pouvons comprendre la continuité des actions prévues ou engagées-) vont malheureusement plomber l'investissement pour plusieurs années à venir, malgré les propos rassurants de Monsieur le Maire sur les autres investissements. Autre crainte, celle de voir des avenants ou suppléments de travaux. Sur ce niveau d'investissement c'est sans doute probable. Bien sûr, c'est pour plusieurs décennies, alors à plus forte raison, peut être, de favoriser l'emprunt quand les taux sont bas, la dette peut s'échelonner sur plusieurs générations.

Les choix d'investissements sont toujours délicats. Nous aurions pu par exemple s'attaquer à la réfection des trottoirs, aux travaux de proximité dans les quartiers afin de corriger les petits problèmes et d'améliorer notre cadre de vie, tout en maîtrisant notre budget de manière lucide et pragmatique.

Autre préoccupation majeure à notre sens : la santé.

Nous serons confrontés à très court terme à la pénurie de médecins généralistes à Aiguillon. Les démarches entreprises par la municipalité, en direction des médecins aiguiennais, pour une maison de santé pluridisciplinaire s'avère infructueuse (les médecins n'en ont pas la volonté).

D'où notre proposition d'étudier la mise en place d'un Centre de Santé à Aiguillon, qui correspond tout à fait à une offre de soins de proximité dispensant principalement des soins de premiers recours qui assurerait des activités de soins sans hébergement au centre ou au domicile du patient, menant des actions de santé publique, de prévention, d'éducation pour la santé et des actions sociales et pratiquant la délégation du paiement du tiers. Il peut également engager des actions d'éducation thérapeutique des patients, pratiquer des interruptions volontaires de grossesse.

Ce centre peut être créé et géré soit par des organismes à but non lucratif, soit par des collectivités territoriales ou des EPCI, soit par des établissements de santé. De nombreuses communes, quelle que soit leur taille, ont déjà choisi cette option, non par logique politique, mais par une logique pragmatique. C'est l'efficacité qui pousse aujourd'hui les élus à faire ce choix.

Les financements : essentiellement par l'assurance maladie à travers le paiement des actes de leur personnel soignant. Le centre municipal de santé correspond à la demande de la nouvelle génération de médecins : travail en équipe, salariat, charges administratives prises en charge. Les salaires des médecins seront financés par les consultations : CPAM et ARS. L'équilibre des comptes suppose un rythme de 3 à 4 consultations par heure, sur une base de 35 heures de travail.

Pour la population, notamment en zone rurale, l'accès à un médecin est l'un des premiers services d'intérêt général qu'elle souhaite voir maintenue.

En outre, l'Union Syndicale des Médecins de centre de santé peut nous aider dans nos démarches. Il suffit aujourd'hui, car c'est urgent, de remonter ses manches.

Avec la loi NOTRe, deux objectifs sont notamment poursuivis : organiser l'encadrement par l'Etat des dépenses des collectivités et donc l'austérité ; et répondre aux exigences de compétitivité libérale du Medef. Pour cela, elle organise sans détour la casse de la démocratie locale, la concentration des pouvoirs et l'éclatement de l'égalité républicaine entre les territoires. Les conséquences de ce projet seraient monumentales. Elle annonce la fin des communes comme espaces de souveraineté populaire et de décision, seul échelon de proximité qui ait encore l'oreille des citoyens. Nous pensons qu'un coup d'arrêt net doit être porté à cette déstructuration.

S'il y a besoin d'une réforme en profondeur de nos institutions, c'est celle d'une VI^{ème} République et d'une nouvelle Constitution. Aussi la commune doit être confortée comme cellule de base de la démocratie et du vivre ensemble et la participation citoyenne doit y être largement déployée. A l'heure où la crise de la démocratie connaît un nouveau regain dans notre pays, mettant en lumière l'emprise croissante de la finance sur les grandes décisions, faut-il encore réduire le champ de la souveraineté populaire et des solidarités ? On ne peut se targuer de moralisation de la vie politique et organiser le dessaisissement du

peuple en catimini.

Pour conclure. Sur les baisse de dotations et les réductions des déficits publics, il existe des solutions pour y remédier :

- mettre fin à la fraude fiscale entre 60 et 80 milliards d'euros par an
- taxer les actifs financiers (actions et obligations) 15 000 milliards/an à 0,5% = 75 milliards. C'est nettement plus que la baisse des dotations.

Augmenter les recettes pour réduire les déficits, c'est plus efficace !"

Monsieur Girardi pense qu'un investissement de 4,8 millions d'euros sur un projet est une « grande aventure », il demande d'où viennent les augmentations sur les feuilles d'imposition de certains aiguillonnais, Monsieur le Maire lui répond que cela vient de l'augmentation de l'assiette.

Monsieur Girardi pour en revenir aux investissements estime qu'il y a des priorités comme la réhabilitation du centre-ville, le ravalement des façades il rappelle qu'il se serait bien passer de l'achat de l'immeuble de la Comédie mais sait qu'il est impossible de revenir en arrière.

Il s'inquiète des surprises pouvant apparaître sur les chantiers qui viendraient gonfler la facture finale et pourraient mettre la commune en difficulté. Il souhaite que tout se passe bien car c'est un choix que l'ensemble du conseil municipal assume en quelque sorte.

Monsieur le Maire se réjouit que le conseil municipal se lance dans ce que Monsieur Girardi qualifie d'aventure il ajoute qu'il s'agit d'une « belle aventure ». Il précise que les travaux de la place du 14 juillet commenceront en septembre car il est complexe de coordonner les différents intervenants, les travaux, les réseaux, les matériaux...

Il précise qu'il a donné des consignes à l'atelier Arcadie le Maître d'œuvre : « Lorsque les travaux débiteront, il n'y aura plus aucune modification, pas question d'avoir des rallonges budgétaires ».

Monsieur le Maire ajoute que ces travaux vont déterminer le visage du centre ville d'Aiguillon pour au moins les soixante prochaines années. Il pense qu'il ne s'agit pas de faire des travaux pour faire des travaux, le retour sur investissement des activités du centre-ville doit être rapide : logements, mixité générationnelle, bureaux, commerces.

Dans le même temps Aiguillon va conserver sa place de petit pôle urbain en milieu rural, en effet, le lycée est pérennisé et des travaux de rénovation vont commencer tout comme l'EHPAD dont les travaux de rénovation et d'adaptation débutent dans un mois renforçant la place d'Aiguillon dans son territoire.

Pour autant ces travaux ne doivent pas gréver les aménagements qui doivent être fait à la périphérie de la commune, donc cette année verra la création de la Voie « Lalanne », l'an prochain la municipalité essaiera de dégager des crédits pour la rénovation de trottoirs, des installations sportives.

Monsieur Girardi demande combien de temps vont durer les travaux, Monsieur le Maire lui répond que la place du 14 juillet prendra 6 à 8 mois et l'ensemble des travaux environ deux ans.

Monsieur Le Grelle demande ce qu'il en est pour la création de parking, Monsieur le Maire lui explique qu'un rendez-vous a été pris avec la SNCF pour négocier une mise à disposition des terrains qui jouxtent la gare.

Demande subventions DETR

Vu la délibération en date du 28 septembre 2012 autorisant monsieur le maire à lancer une procédure d'appel d'offres (articles 28 et 74 du Code des Marchés Publics) pour le choix d'un maître d'œuvre,

Vu la délibération en date du 17 septembre 2013 approuvant le choix du maître d'œuvre pour cette opération d'investissement,

Vu la délibération en date du 9 décembre 2014 approuvant le lancement de cette opération pour sa première tranche et sollicitant des subventions auprès du Conseil Départemental et de la Préfecture de Lot et Garonne

Vu la délibération en date du 24 novembre 2015 approuvant la modification des tranches de travaux et actualisant la demande de subvention au titre de la DETR,

Monsieur le Maire rappelle que la commune a obtenu en 2016 le Fonds de soutien à l'investissement public

local pour l'ensemble de l'opération intégrant outre les places Clémenceau et Espiau (dossier DETR 2015 et 2016), la place du 14 juillet et la réhabilitation extérieure des deux pavillons du Château.

Considérant cela, la réalisation du projet a été modifiée au regard de la faisabilité technique. La Place du 14 juillet sera rénovée en premier, les travaux devraient débuter fin mai 2017 pour une période de six à huit mois.

Les travaux portant sur les places Espiau, Clémenceau et les rues adjacentes seront réalisés sur la période 2018-2019.

Le diagnostic archéologique réalisé dans l'été 2016 révèle la nécessité de mener des fouilles archéologiques préventives estimées à 400 000 €.

Considérant ce coût supplémentaire, il est proposé de déposer une demande de

subvention au titre de la DETR pour les travaux de la place du 14 juillet selon le plan de financement prévisionnel ci-dessous :

I - TRAVAUX HT (honoraires compris) - Phase APD

Place Clémenceau et rue Hoche	691 125 €
Place Espiau et rue Thiers	668 808 €
Place du 14 juillet	1 201 426 €
Fouilles archéologiques préventives	400 000 €
Réhabilitation extérieure des pavillons	1 042 000 €

TOTAL HT	4 003 359 €
-----------------	--------------------

TOTAL TTC	4 804 031 €
-----------	-------------

II – SUBVENTIONS ACCORDEES

Bastides et villages de caractère 2015	180 000 €
Aménagement de village 2015/2016	34 660 €
Amendes de police 2015 (Place Clémenceau)	4 323 €
DETR 2015 (Place Clémenceau et Rue Hoche)	233 612 €
DETR 2016 (Place Espiau et Rue Thiers)	137 770 €
FSIPL	1 814 189 €

Total des Aides	2 404 554 €
------------------------	--------------------

III – SUBVENTION SOLLICITEE

300 357 €

DETR 2017 Place du 14 juillet - 25%

Montant prévisionnel des travaux 1 201 426 €

AUTOFINANCEMENT PART COMMUNALE honoraires compris (travaux - subventions notifiées- subvention attendue DETR 2017)	1 298 449 €
---	--------------------

TVA	800 672 €
-----	-----------

Total autofinancement (y compris TVA)	2 099 120 €
--	--------------------

Le conseil municipal est appelé autoriser le dépôt d'une demande de subvention au titre de la DETR pour les travaux de la place du 14 juillet.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Vu l'exposé de monsieur le maire et après en avoir délibéré,
le conseil municipal**

27 voix pour

0 voix contre

0 abstention

SOLLICITE une subvention auprès de l'État au titre de la DETR 2017, pour la place du 14 juillet

DÉCIDE d'inscrire au budget de la commune les crédits nécessaires correspondants à cette subvention.

ENGAGE la commune à couvrir l'autofinancement sur les fonds propres ou par emprunt ;

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires aux demandes de subvention.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

Réhabilitation extérieure des pavillons du Château – Demande de subvention auprès de la DRAC

La Commune s'est engagée dans la réhabilitation extérieure des pavillons lors du dépôt du dossier de demande de subvention au titre du fond de soutien à l'investissement public local que la commune a obtenu pour un montant total de 1 814 189 €.

La réhabilitation extérieure porte sur les façades et couvertures des pavillons sud et nord flanquant la cour d'honneur du château, ensemble immobilier inscrit à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques. Le périmètre et le déroulé du programme d'études et de travaux de cette opération ont été élaboré en collaboration avec les services de la direction régionale des affaires culturelles (DRAC) et l'unité départementale de l'architecture et du patrimoine de Lot et Garonne.

Le marché d'études qui comporte une mission diagnostic suivi des missions de base de maîtrise d'œuvre pour la partie travaux a été attribué le 27 février 2017 par le conseil municipal au groupement Carmentran Karine. Le commencement d'exécution de mission est fixé en suivant pour une durée de cinq mois, l'objectif étant de lancer les travaux au cours du dernier trimestre 2017.

Le diagnostic devra être validé par les services de la DRAC qui sont associés depuis le début de la démarche.

Au titre de l'inscription aux monuments historiques des pavillons Sud et Nord flanquant la cour d'honneur, monsieur le maire propose de solliciter auprès de la DRAC, d'une part, une subvention à hauteur de 30% du montant HT de l'étude diagnostic et d'autre part, une subvention pour la première tranche de travaux. Pour cette dernière, les éléments techniques et financiers ne seront connus qu'à l'issue du diagnostic. Toutefois, il est proposé de demander d'ores et déjà l'inscription de

cette opération au programme principal de la DRAC.

Le plan de financement prévisionnel de l'étude Diagnostic s'établit comme suit :

- | | |
|-------------------------------|----------|
| - Montant HT du diagnostic : | 20 850 € |
| - Subvention de la DRAC 30% : | 6 255 € |
| - Autofinancement : | 14 595 € |

**Vu l'exposé de monsieur le maire
et après en avoir délibéré, le conseil municipal**

27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,

ADOpte le plan de financement prévisionnel de l'étude diagnostic comme suit :

- Montant HT du diagnostic : 20 850 €
- Subvention de la DRAC 30% : 6 255 €
- Autofinancement : 14 595 €

SOLLICITE pour financer ce projet une subvention auprès de la DRAC au titre de la Conservation Régionale des Monuments Historiques.

DÉCIDE d'inscrire au budget primitif 2017 de la commune les crédits nécessaires correspondants,

AUTORISE monsieur le maire à signer toute pièce à intervenir concernant ce dossier.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

SDEE47 – Candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes « pour l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »

La commune d'Aiguillon est adhérente au Syndicat Départemental d'Électricité et d'Énergie de Lot-et-Garonne qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

Aujourd'hui, conformément aux articles L. 331-1 et L. 441-1 du Code de l'énergie, l'ensemble des consommateurs d'électricité et de gaz naturel peut choisir un fournisseur sur le marché et s'affranchir ainsi du tarif réglementé de vente proposé par les opérateurs historiques.

Les personnes publiques, faisant partie de cet ensemble de consommateurs, peuvent bénéficier des offres de marché mais doivent recourir aux procédures prévues par la réglementation régissant la commande publique afin de sélectionner leurs prestataires.

Dans ce sens, les Syndicat d'Énergies de la Nouvelle Aquitaine se sont unis pour proposer un nouveau groupement de commande à l'échelle de la nouvelle région, qui permet d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence, qui assure une maîtrise des consommation d'énergie et renforce la protection de l'environnement dans le respect du développement durable.

Par la délibération N°2014-035 la commune d'Aiguillon a adhéré au groupement de commande pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique » pour une durée illimitée, auprès du SDEE47

L'adhésion est gratuite pour les collectivités adhérentes et les frais inhérents à son fonctionnement ne courent que dès lorsque ces dernières décident d'être partie prenante d'un marché d'énergies lancé par le groupement. Monsieur le Maire précise que le retrait du groupement est libre mais ne peut prendre effet qu'à l'expiration des accords-cadres et marchés en cours.

Le Conseil Municipal est appelé à décider de faire acte de candidature au marché d'achat d'électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.

*Vu la directive européenne N° 2009/73/CE du 13 juillet 2009 concernant les règles communes pour le marché intérieur d'électricité,
Vu le Code de l'énergie*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Considérant que la collectivité est adhérente au groupement de commande.
Considérant que la commune a des besoins en matière d'achat d'énergie, de fourniture et de service en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.*

*Considérant que le SDEEG (Gironde) est le coordonnateur du groupement.
Considérant que pour satisfaire ces besoins sur des bases de prix compétitif, il sera passé des marchés ou des accords cadres.
Considérant que la commission d'Appel d'offres chargée de l'attribution des marchés et accords cadres sera celle du coordonnateur.
Considérant que le SDEE47 sera le référent de la commune quant au fonctionnement du groupement , le syndicat devant assister les collectivités membres de son territoire et centraliser leurs besoins auprès du groupement.*

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

*27 voix pour,
0 voix contre,
0 abstention,*

DECIDE de faire acte de candidature au marché d'achat électricité proposé par le groupement de commandes pour « l'achat d'énergies, de fournitures et de services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique »

DONNE mandat au SDEE47 afin de solliciter, en tant que besoin, auprès des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs d'énergies, l'ensemble des informations relatives aux différents points de livraison que la commune décide d'intégrer dans ce marché public.

DECIDE d'approuver la participation financière aux frais de fonctionnement du groupement conformément à l'article 9 de la convention constitutive et d'imputer ces dépenses sur le budget de l'exercice correspondant.

DONNE MANDAT au Président du SDEEG (Syndicat Départemental d'Energie Electrique de la Gironde pour signer et notifier les marchés ou accords cadres dont la commune sera partie prenante.

DECIDE de s'engager à exécuter avec la ou les entreprises retenues les marchés accords cadres ou marchés subséquents dont la commune est partie prenante.

DECIDE de s'engager à régler les sommes dues au titre des marchés, accords cadres et marchés subséquents dont la commune est partie prenante et à les inscrire préalablement au budget .

DONNE MANDAT à Monsieur le Maire pour signer tout document afférent à ce dossier.

*Publié le 22/02/17
Visa Préfecture le 23/02/17*

AFFAIRES DIVERSES

SDEE47 – Accord de principe pour le raccordement au réseau de chaleur de la commune d'Aiguillon

la commune d'Aiguillon est adhérente au Syndicat Départemental d'Electricité et d'Energies de Lot-et-Garonne (Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire départemental.

La Commune envisage la création d'un réseau de chaleur alimenté par une chaufferie bois, en vue de desservir en énergie calorifique divers bâtiments publics et parapublics. La commune a par la délibération N°

2016-059 transféré sa compétence Réseau de Chaleur au SDEE47 qui exerce la maîtrise d'ouvrage du projet ainsi que l'exploitation future des installations. Dans le cadre de cette mission le SDEE47 a lancé une étude de faisabilité technico-économique (voir le détail dans l'annexe 2).

Cette étude a démontré la pertinence du projet, elle a permis de configurer le tracé du futur réseau de chaleur et d'identifier les abonnés pouvant être raccordés au réseau.

Outre son intérêt environnemental, ce projet a pour ambition de valoriser les ressources locales et de contribuer à stabiliser la facture énergétique des usagers du service.

Le conseil municipal est appelé à formuler un accord de principe pour le raccordement au réseau de chaleur selon les conditions décrites dans l'annexe 1.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré

27 voix pour,

0 voix contre,

0 abstention,

EMET un accord de principe pour le raccordement au réseau de chaleur de la commune d'aiguillon.

ACCEPTE les conditions matérielles et financières énoncées dans l'annexe 1 - « Accord de principe »

DÉCIDE d'inscrire que les dépenses correspondantes au BP 2017.

DONNE MANDAT à Monsieur le Maire pour signer toutes les pièces liées à cette affaire ;

PRÉCISE que la présente délibération sera notifiée au Président du Sdee 47.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

Souvenir Français – Géolocalisation des tombes des Morts pour la France dans le cimetière communal

L'association « le Souvenir français » - association mémorielle regroupant 190 000 adhérents dans 1 750 comités locaux - a lancé le projet novateur de géolocalisation des tombes de combattants Morts pour la France.

Ce projet consiste à donner une visibilité à ces tombes, à les inscrire dans un chemin mémoriel communal et à favoriser la découverte des destins individuels par les élèves, collégiens et lycéens.

À cette fin, un circuit mémoriel est créé à l'intérieur du cimetière communal. Chaque tombe de Mort pour la France est géolocalisée, chaque destin individuel est présenté par un texte à lire, trois photographies et un texte audio.

Le parcours se fait au moyen d'un téléphone portable ou d'une tablette numérique.

L'association propose à la commune d'Aiguillon de devenir « commune pilote » de cette opération.

Une convention sera signée avec le Souvenir Français elle comprendra l'écriture des textes, la mise en ligne technique, la fourniture du panneau installé dans l'entrée du cimetière.

La commune quant à elle prend à son compte la remise en état sommaire des tombes et l'information des familles concernées en partenariat avec le Souvenir Français.

Le Conseil Municipal est appelé à autoriser la participation de la commune (en tant que site pilote et à titre gratuit) à la mise en place du service de géolocalisation des tombes des Morts pour la France.

Monsieur le maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer.

**Après en avoir délibéré,
le conseil municipal,**

27 voix pour,

0 abstention,
0 voix contre.

DONNE son accord pour la mise en œuvre du projet de géolocalisation des tombes familiales Morts pour la France au titre de site pilote et à titre gratuit.

ACCEPTE pour cela de travailler avec la délégation du Souvenir Français d'Aiguillon,

AUTORISE Monsieur le Maire à signer les documents relatifs à cette affaire.

Publié le 22/02/17

Visa Préfecture le 23/02/17

INFORMATIONS AU CONSEIL MUNICIPAL

AR PREFECTURE
047-214700049-20170103-2016_104-CC
Regu le 04/01/2017



DÉCISION DU MAIRE

N°2016-104

Objet : Marché N° 2016-06
Procédure Adaptée – Attribution du marché
Prestation de service d'assurance

Le Maire de la commune d'Aiguillon,

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'article 27 et suivant du décret N°2016-360 du 25 mars 2016
VU la délibération N°2014_043 en date du 11 avril 2015 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée,
VU la publication du marché le 22 juillet 2016 sur le profil acheteur de la ville d'Aiguillon – du site marchés publics aquitaine ainsi qu'au BOAMP.
CONSIDERANT que la concurrence a joué régulièrement,
CONSIDERANT qu'il convient de procéder au choix des titulaires du marché « Prestation de service d'assurance ».

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Lot N°1 du marché "Prestations de service d'assurance" - Dommage aux biens est attribué à l'entreprise :

GROUPAMA Centre Atlantique
2 Avenue de Limoges
79044 NIORT Cedex 9

Montant total du marché : 9 356 € TTC

Lot N°2 du marché « Prestations de service d'assurance » - Responsabilité Civile est attribué à l'entreprise :

SMAC ASSURANCE
141 avenue Salvador Allende
79031 NIORT

Montant total du marché : 3 358,21 € TTC

ARTICLE 2 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2017, du budget principal de la Commune.

ARTICLE 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Fait à Aiguillon, le 03 Janvier 2017

Le maire
Jean-François MAUZY



Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le contrôle de légalité et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Décision N°2016-104 (1.1)

DÉCISION DU MAIRE

N°2017-001

Objet : Marché N° 2016-10
Procédure Adaptée – Attribution du marché
Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements
des Espaces Publics (PAVE)

Le Maire de la commune d'Aiguillon,

VU les articles L2122-22, L2131-1 et L2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU l'article 27 et suivant du décret N°2016-360 du 25 mars 2016
VU la délibération N°2014_043 en date du 11 avril 2015 portant délégation au Maire relative à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres selon une procédure adaptée,
VU la publication du marché le 30 septembre 2016 sur le profil acheteur de la ville d'Aiguillon – du site marchés publics aquitaine ainsi qu'au BOAMP.
CONSIDÉRANT que la concurrence a joué régulièrement,
CONSIDÉRANT qu'il convient de procéder au choix des titulaires du marché "Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces Publics (PAVE)

DÉCIDE :

ARTICLE 1 : Lot N°1 et variante du marché "Plan de Mise en Accessibilité de la Voirie et des aménagements des Espaces Publics (PAVE) entreprise retenue :

AGORACITE
Espaces et Mobilité
9 rue du Général Delestraint
33310 LORMONT

Montant total du marché : 4 050 € HT soit 4 860 € TTC
Montant de la variante : 900 € HT soit 1 080 € TTC

ARTICLE 2 : Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits à cet effet au budget 2017, du budget principal de la Commune.

ARTICLE 3 : La présente décision sera inscrite au registre des délibérations et un extrait en sera affiché à la porte de la mairie.
Ampliation en sera adressée à Monsieur le Préfet du Lot-et-Garonne.

Fait à Aiguillon, le 25 Janvier 2017

Le maire
Jean-François SALVAUD

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, auprès du tribunal administratif de Bordeaux, dans un délai de 2 mois à compter de sa réception par le contrôle de légalité et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Décision N°2017-001 (1.1)

L'ordre du jour étant épuisé et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 20 heures 45.

Le maire,

Le secrétaire,

Et ont signé les membres présents :

Fabienne DE MACEDO

Sylvio GUINGAN

Brigitte LEVEUR

Michel PEDURAND

Fabienne DIOUF

Youssef SADIR

Gabriel LASSERRE

Jacqueline BEYRET TRESEGUET

Michel CADAYS

André CASTAGNOS

Monique SASSI

Christiane FAURE

Bernard COURET

Hélène AYMARD

Daniel GUIHARD

Pascal DESCLAUX

Marcia MACARIO DE OLIVEIRA

Hajiba KAZAOUI

Cathy SAMANIEGO

Alain LACRAMPE MOINE

Patrick LE GRELLE

Vanessa CAMPOY MARTINEZ

Christian GIRARDI

Catherine LARRIEU

Patrick PIAZZON

Nicole MOSCHION